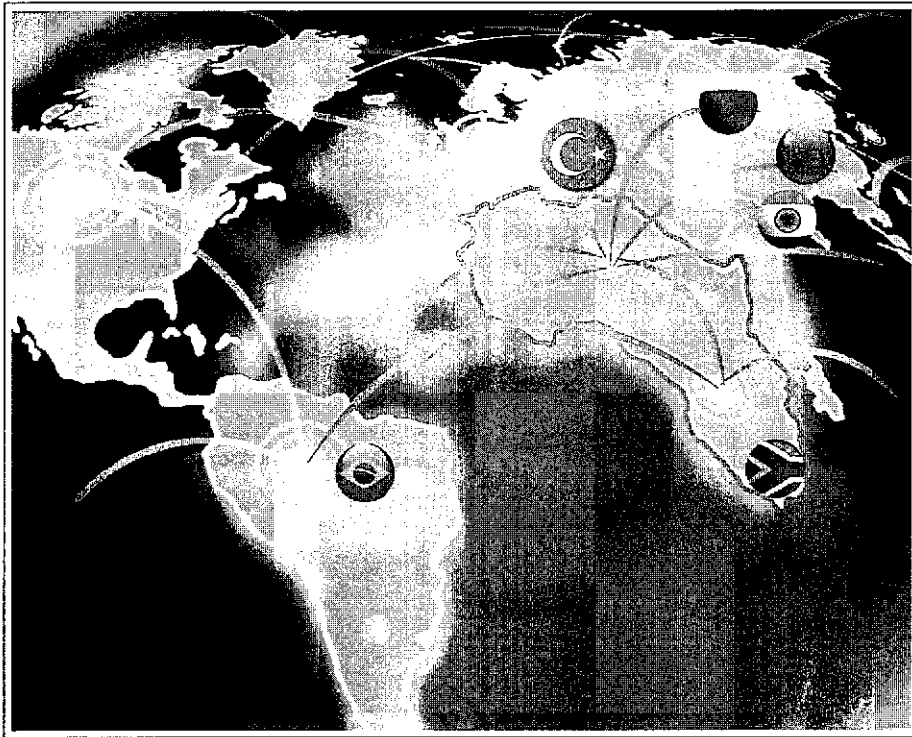

SOUS LA DIRECTION DE
Sebastian Santander

L'Afrique, nouveau terrain de jeu des émergents



KARTHALA

www.karthala.com

Paiement sécurisé

nou

© ÉDITIONS KARTHALA, 2014
ISBN : 978-2-8111-1160-1

La politique africaine du Brésil : entre discours bienveillant et *realpolitik*

Sebastian SANTANDER

L'expansionnisme des émergents sur le continent noir n'a rien d'anecdotique comme l'illustre le retour en force du Brésil en Afrique. Ce regain d'intérêt pour ce continent ne peut être dissocié de l'importante recrudescence des aspirations brésiliennes à la puissance qui s'est opérée de manière continue ces quinze dernières années. Il en a résulté une consolidation du poids international du Brésil et une plus grande diversification de ses relations extérieures en accordant une attention particulière à la « coopération Sud-Sud », et partant à ses rapports avec le continent africain¹. Les liens tissés avec ce dernier couvrent un grand nombre de domaines (diplomatie, commerce, économie, coopération au développement, collaboration universitaire ou coopération militaire). Les relations avec les pays africains de langue portugaise (Palop)², la République sud-africaine et le Nigéria constituent une priorité pour le Brésil. Ceci étant, les autorités brésiliennes n'hésitent pas à élargir leurs relations à d'autres pays du continent noir (Namibie, Kenya, Tanzanie ou Ghana). Dans son dessein de rapprochement avec l'Afrique, le Brésil ne perd pas de vue l'espace sud-américain et agit en faveur de la connexion des deux rives de l'Atlantique, tant au travers d'accords interrégionaux entre le Marché commun du Sud (Mercosur) et l'Union douanière d'Afrique australe (Sacu), qu'au travers d'une diplomatie des sommets qui réunit périodiquement les chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud et d'Afrique (ASA)³.

1. Le Brésil mise également sur la coopération dite triangulaire. Sur ce thème, voir la contribution de B. Ayllón et de C. Milani dans le présent ouvrage.

2. Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert, Sao Tomé-et-Principe.

3. Sur le rapprochement entre l'Afrique et l'Amérique latine, voir la contribution de J.-J. Kourliandsky dans le présent ouvrage.

Les décideurs brésiliens justifient l'attention singulière qu'ils accordent au continent noir par les « attaches historiques et culturelles » qui lient leur pays à l'Afrique. Les relations sont présentées comme « spéciales et solidaires ». Qui plus est, elles seraient désintéressées et vouées au développement de l'Afrique car le Brésil serait redevable, selon ses autorités, d'une « obligation morale » quant au devenir des pays africains. L'objectif poursuivi par la présente contribution vise à confronter ces affirmations à la réalité du terrain en soulevant la question suivante : la stratégie africaine du Brésil est-elle stimulée par une démarche de solidarité ou répond-t-elle aux aspirations de puissance d'un pays en plein essor sur la scène mondiale ? Cette interrogation peut se décliner en une série d'autres questions : que cache ce discours normatif ? Ces déclarations bienveillantes servent-elles plutôt à dissimuler une approche en termes de *realpolitik* fondée sur le calcul et l'intérêt national ? Quels sont les enjeux économiques et géopolitiques de cette relation pour le Brésil ? Comment s'articule cette stratégie africaine par rapport aux ambitions séculaires visant à faire du Brésil une puissance à part entière dans l'arène internationale ?

L'action africaine du Brésil : les legs du passé

Les aspirations du Brésil à la puissance constituent un vieux rêve que ses élites dirigeantes caressent depuis de nombreuses décennies. Bien que ses stratégies et actions extérieures de même que ses réseaux d'alliances aient pu évoluer dans le temps en fonction des mutations structurelles intervenues dans le système mondial et/ou de la nature du pouvoir en place, la politique étrangère brésilienne tend à s'inscrire dans la durée⁴. Cela fait plus d'un siècle que les décideurs brésiliens s'emploient à mobiliser et à multiplier les atouts du pays pour qu'il accède à la cour des grandes puissances et, partant, qu'il contribue à l'émergence d'un ordre multipolaire tout en se réservant une présence et une participation active dans les institutions multilatérales.

Le statut de puissance du Brésil s'est construit progressivement. Lors de cette dernière décennie, la dynamique semble s'être accélérée permettant au pays de s'affirmer de plus en plus comme un acteur de premier

4. Pour une analyse détaillée du processus de construction du statut de puissance du Brésil lire : Sebastian Santánder, « Le Brésil et ses aspirations au statut de puissance : autoperception, capacités, reconnaissance internationale » dans *Id.*, *L'émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ?* Paris, Ellipses, 2009, pp. 51-88.

plan au niveau r
L'économie brés
défis (infrastruct
qu'elle doit enco
dées et d'autres
l'autosuffisance
pliés et son poids
de changes ont
un créancier net
parvenu à s'imp
tion. Cette situa
crédibilité intern
effet d'attraction
miques et financ

La consolidé
volontarisme dé
pays durant les
gique et multid
représentations
monde⁵, une cor
les puissances d
tant avec les pu
que le renforcer
influence dans l

C'est à l'aut
tégie dite « Suc
rapprocher de l'
une politique a
de moyens et
volontarisme p
mandats présid
il publie un arti
lequel il fait, r
extérieure et
d'importance à

L'action pol
pour l'Afrique
particulière de

5. Le nombre
224.

6. Luiz Inacio
Foreign Affairs er.

plan au niveau mondial, tant sur le plan économique que diplomatique. L'économie brésilienne s'est renforcée et diversifiée malgré les nombreux défis (infrastructure, diversification, éducation, concurrence extérieure) qu'elle doit encore relever. Certaines de ses entreprises se sont consolidées et d'autres se sont internationalisées. Le pays a récemment atteint l'autosuffisance en pétrole, ses partenaires commerciaux se sont multipliés et son poids dans le commerce mondial s'est amplifié, ses réserves de changes ont atteint plus de 350 milliards de dollars faisant de celui-ci un créditeur net du Fonds monétaire international (FMI). Le Brésil est parvenu à s'imposer comme acteur davantage influent de la mondialisation. Cette situation lui a permis d'accéder à une reconnaissance et une crédibilité internationales sans précédent ; elle a aussi amené à susciter un effet d'attraction considérable auprès des États et des opérateurs économiques et financiers étrangers.

La consolidation de son poids mondial est également redevable au volontarisme décomplexé des élites en charge des relations extérieures du pays durant les années 2000. Celles-ci ont déployé une diplomatie énergique et multidirectionnelle créant une augmentation substantielle des représentations diplomatiques (ambassades et consulats) du pays dans le monde⁵, une consolidation de son ancrage régional et de ses rapports avec les puissances du Nord, le développement d'une coopération « Sud-Sud » tant avec les puissances émergentes que les pays en développement, ainsi que le renforcement de sa présence dans les fora multilatéraux et de son influence dans les débats internationaux.

C'est à l'aube des années 2000 et dans le prolongement de cette stratégie dite « Sud-Sud » que le Brésil déploie d'importants efforts pour se rapprocher de l'Afrique. Les autorités brésiennes veillent alors à adopter une politique africaine structurée, cohérente et diversifiée, accompagnée de moyens et objectifs à atteindre. Cette diplomatie doit beaucoup au volontarisme politique déployé par Lula Da Silva au cours de ses deux mandats présidentiels (2003-2010). Dès son investiture à la tête du pays, il publie un article à l'attention de l'opinion publique internationale dans lequel il fait, notamment, connaître ses intentions en matière d'action extérieure et sa volonté d'amener son pays à consacrer davantage d'importance à l'Afrique⁶.

L'action politique de Lula amène le Brésil à se redécouvrir un intérêt pour l'Afrique qui, par le passé, avait déjà fait l'objet d'une attention particulière de la part de Brasilia. Les relations afro-brésiennes ne sont

5. Le nombre de représentations diplomatiques est passé durant cette période de 155 à 224.

6. Luiz Inacio Lula Da Silva, « La política exterior del nuevo gobierno brasileño », *Foreign Affairs en Español*, vol. 3, n° 1, janvier-mars 2003, p. 187.

en effet pas récentes puisque les premiers rapprochements officiels remontent aux années 1960. Toutefois, ces relations vont connaître une évolution en dents de scie. Leurs premiers pas sont marqués par la position ambiguë que le Brésil adopte sur le dossier de la décolonisation. En effet, il faut attendre la période à cheval sur les années 1970 et 1980 pour voir décoller les relations afro-brésiliennes. C'est sous les administrations militaires de Geisel (1974-1979) et de Figueiredo (1979-1985) que le Brésil développe ses premières « coopérations Sud-Sud » et se dote d'une stratégie africaine. Pour donner une chance à ce dessein, les autorités brésiliennes animées par le souci d'autonomie extérieure de leur pays décident tout d'abord de se démarquer définitivement de la politique colonialiste du Portugal en reconnaissant l'indépendance de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, de l'Angola et du Mozambique⁷. Une impulsion importante est alors donnée à une politique africaine en gestation depuis les années 1960 et circonscrite à quelques relations commerciales, avec notamment l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid, et diplomatiques et/ou économiques avec les États indépendants de la Côte-d'Ivoire, du Ghana, Kenya, Nigéria, Sénégal⁸. De nombreux accords commerciaux et de coopération technique et académique sont signés, des projets d'infrastructure et hydro-électriques sont lancés en Afrique impliquant des entreprises brésiliennes (Odebrecht, Petrobras), de multiples ambassades sont créées et toute une série de rencontres ministérielles se déroulent avec les pays africains, occasionnant l'élargissement des relations diplomatiques à plus d'une trentaine d'États et débouchant, en novembre 1983, sur la première visite d'un chef d'État brésilien en Afrique, en l'occurrence celle du président Figueiredo (1979-1985) dont la tournée couvrira cinq pays⁹.

Cette période, qui demeure dans les mémoires comme le premier « âge d'or »¹⁰ des relations afro-brésiliennes, cède la place à une époque moins fertile qui s'étend de la transition démocratique opérée à partir de 1985 jusqu'à l'administration Cardoso (1995-2002). Le nombre d'initiatives diminue et Brasilia fait le choix de concentrer ses relations sur un

7. Antonio Carlos Peixoto, « Le Brésil et l'Afrique : solidarités culturelles et stratégie commerciale », *Politique africaine*, n°10, juin 1983, p. 33 et sq.

8. C'est durant les administrations de Quadros (janvier 1961/août 1961), Goulart (août 1961-1964) et Médici (1964-1974) que sont livrées les premières déclarations d'intention et initiatives pour développer des relations économiques et diplomatiques avec l'Afrique : Jean De Grandsaigne, « La politique extérieure du Brésil en Afrique noire : essai de synthèse », *Tiers-Monde*, vol. 30, n°117, 1989, p. 205 et sq.

9. Nigéria, Sénégal, Guinée, Cap-Vert et Algérie.

10. Gladys Lechini, « Is South-South Co-operation still Possible? The Case of Brazil's Strategy and Argentina's Impulses Towards the New South Africa and Africa », dans Atilio Boron et Gladys Lechini, *Politics and Social Movements in an Hegemonic World: Lessons from Africa, Asia and Latin America*, Buenos Aires, CLASCO, 2005, pp. 319-346.

nombre limité époque sont, l'Atlantique S un espace affri de pays issus c relations avec propice à l'exp la création de Enfin, les auto (1994) pour re qui avaient co 1985 par le pré

Mais ces q entre le contin la politique af manque de cor sont ailleurs. E déficits fiscau économiques e interne s'ajouta tions avec l'Ar l'espace sud-ar reléguer au se une période dit ment des rapp bases militaires

L'effet de l'ac pour les relati

L'accession pour effet de re « âge d'or ». I que la concrét multipolaire pa des relations et

11. Le gouver pétrole à l'Afrique sent.

ments officiels
 it connaître
 ués par la pos-
 colonisation. En
 70 et 1980 pour
 administrati-
 (9-1985) qui
 et se dote d'una
 in, les autorita-
 re de leur pays
 a politique
 Guinée-Bissau
 lision importante
 depuis les années
 avec notamment
 les et/ou économi-
 i Ghana, Kenya
 : de coopération
 ucture et h
 ises brésiliennes
 ées et toute
 pays africains
 es à plus d'une
 i première
 lle du président

nombre limité de pays africains. Les trois initiatives marquantes de cette époque sont, tout d'abord, la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (Zopacas) instaurée en 1986 dans l'objectif d'instituer un espace affranchi d'armes nucléaires et de refouler la présence militaire de pays issus d'autres régions du monde. Une autre initiative concerne les relations avec l'Afrique lusophone, perçue à Brasilia comme un espace propice à l'expansion de l'influence brésilienne ; ce qui conduit en 1996 à la création de la Communauté des pays de langue portugaise (Cplp). Enfin, les autorités brésiliennes profitent de l'abolition de l'apartheid (1994) pour relancer les relations avec la République sud-africaine (RSA) qui avaient connu un coup de frein suite au décret d'embargo adopté en 1985 par le président Sarney¹¹.

Mais ces quelques initiatives cachent mal le fossé qui s'est creusé entre le continent africain et le Brésil. Comparée à la période précédente, la politique africaine du Brésil menée à partir de 1985 jusqu'à 2002 manque de consistance, d'ambition et de vision stratégique. Les priorités sont ailleurs. En effet, il s'agit d'abord de résoudre la crise de la dette, les déficits fiscaux, l'hyperinflation et d'enrayer le déclin des conditions économiques et sociales qui affligent le pays. À ces enjeux de politique interne s'ajoute une préoccupation extérieure, à savoir la refonte des relations avec l'Amérique latine et, tout particulièrement, la réorganisation de l'espace sud-américain. Dès lors, les décideurs brésiliens tendent plutôt à reléguer au second plan le continent noir qui, d'ailleurs, s'enfonce dans une période dite d'« afro-pessimisme » ; ce qui occasionne un affaiblissement des rapports diplomatiques, des fermetures d'ambassades et de bases militaires ainsi qu'une chute des relations commerciales.

L'effet de l'accession au pouvoir des travaillistes brésiliens pour les relations afro-brésiliennes

L'accession au pouvoir du parti travailliste brésilien en 2003 va avoir pour effet de relancer les relations afro-brésiliennes, inaugurant un nouvel « âge d'or ». L'administration Lula est animée par la ferme conviction que la concrétisation des vieilles aspirations brésiliennes d'un monde multipolaire passe, notamment, par la multiplication et la consolidation des relations et partenariats politiques et économiques avec les pays du

ome le prouve
 ce à une époque
 érée à partir
 nombre d'inter-
 relations

lituelles et
 (1961), Goulart
 arations d'in
 ues avec l'Afrique
 que noire

ible? The
 Africa and
 's in Hegem
 s, CLASCO

11. Le gouvernement civil de Sarney décrète un embargo sur les ventes d'armes et de pétrole à l'Afrique du Sud et condamne l'apartheid. Les échanges commerciaux régressent.

Sud. C'est dans ce cadre doctrinal qu'il faut resituer la volonté de Brasília de se doter d'une nouvelle politique africaine et de donner au continent noir une place de choix dans son agenda extérieur, vision qui est formulée dans l'accord gouvernemental présenté en janvier 2003 devant le Congrès brésilien. Celui-ci énonce clairement que « le Brésil devra se tourner vers l'Afrique de manière plus affirmée afin qu'elle ne soit pas exclue des tractations mondiales » et affirme que l'« Itamaraty [ministère des Affaires étrangères] consolidera la présence du Brésil dans un nombre plus important de pays africains ». Selon le discours officiel, « la nouvelle politique africaine sera portée par le principe de justice, par les intérêts de la société brésilienne, en particulier de la communauté de descendants d'africains, ainsi que par la conviction que les partenariats politiques de coopération économique, technique, culturelle et dans le domaine de la science et la technologie entre le Brésil et l'Afrique contribueront à accélérer le développement économique et social »¹².

Afin de traduire cette lettre d'intention en actes concrets, les autorités brésiennes commencent, tout d'abord, par accorder une place plus importante à l'Afrique dans leur dispositif institutionnel. Ainsi, la réorganisation subie par le ministère des Affaires étrangères s'est notamment traduite par la création d'une entité spécifiquement consacrée à l'Afrique et par l'augmentation des ressources et des moyens en personnel alloués aux relations afro-brésiennes¹³. Cette initiative s'accompagne d'un activisme diplomatique sans précédent : de nombreuses missions ministérielles sont dépêchées sur le continent, sans compter que le président Lula foulera à lui seul les terres africaines plus de fois que l'ensemble de ses prédécesseurs réunis et que ses homologues chinois, russe ou indien. Il se rend une douzaine de fois sur le continent et visite une trentaine de pays en l'espace de deux législatures. Cette « ruée » se solde par la conclusion de plus de 160 accords avec les pays africains dans des secteurs allant de l'énergie au commerce en passant par l'agriculture, la coopération technique au développement, universitaire et militaire. Le nombre d'ambassades brésiennes se multiplie, passant du simple au double ; ce qui amène le ministre Patriota des Affaires étrangères (2011-2013) de l'administration Rousseff à targuer son pays de dorénavant posséder en Afrique plus d'ambassades que la Grande-Bretagne et de disposer de la cinquième plus grande représentation diplomatique au monde sur le continent après les États-Unis, la Chine, la France et la Russie. Cette évolution suscite à son tour de nombreuses visites de chefs d'État et de gouvernements afri-

12. Luiz Inacio Lula Da Silva, *Mensagem ao Congresso Nacional 2003. Na Abertura da 1a Sessão Legislativa Ordinária da 52a Legislatura*, Brasília, 2003, p. 244.

13. Claudio Ribeiro, « La politique africaine du Brésil et le gouvernement Lula », *Politique africaine*, n° 113, mars 2009, pp. 71-91.

cains au Brésil, ou Brasília d'une quir doublé ; propulsa plus grand nombre

Bien qu'elle j tient difficilement de son prédécesse Rousseff ne mise les pays industrial lienne dépend, pei

Pour développ en matière de po d'initiatives dont Afrique » condu Fernando Pimente des projets de dé Angola et au Moz exportations et d traduite par la sig des machines et de pour plus de 100 ministre des Affa tions avec des pa connaît une croiss abrite le siège de l majeur.

La présidente e ment qui l'ont an (Angola, Mozamb à des rencontres m Sud (ASA) tenus nisé en RSA (mar nent noir ou celui pays africains, la : cesseur, pour tenir défenderesse des i autour de la puissa renforcement des ments de législatu

cains au Brésil, occasionnant en moins d'une décennie l'accréditation à Brasília d'une quinzaine de représentations diplomatiques. Leur nombre a doublé ; propulsant le Brésil au rang du pays qui abrite, dorénavant, le plus grand nombre d'ambassades africaines dans l'hémisphère Sud.

Bien qu'elle jouisse d'une image discrète, sobre et managériale qui tient difficilement la comparaison avec le style flamboyant et le charisme de son prédécesseur et quoiqu'en disent certains, la présidente Dilma Rousseff ne mise pas moins sur les relations avec l'Afrique, d'autant que les pays industrialisés, ceux d'Europe en tête, desquels l'économie brésilienne dépend, peinent à sortir de leur crise.

Pour développer et consolider l'acquis de l'administration précédente en matière de politique africaine, Rousseff a pris un certain nombre d'initiatives dont la création, dès sa prise de pouvoir, du « Groupe Afrique » conduit par son ministre au Commerce et à l'Industrie, Fernando Pimentel. Elle a également créé un fonds spécial pour financer des projets de développement sur le continent ou envoyé en RSA, en Angola et au Mozambique, une délégation de l'Agence de promotion des exportations et d'industriels brésiliens. Cette dernière initiative s'est traduite par la signature d'un grand nombre de contrats dans les secteurs des machines et des équipements, de la construction ou de l'agro-business pour plus de 100 millions d'euros. Elle n'hésite pas à dépêcher son ministre des Affaires étrangères pour pérenniser et consolider des relations avec des pays africains anglophones, à l'image de l'Éthiopie qui connaît une croissance économique à deux chiffres et qui, du fait qu'elle abrite le siège de l'Union africaine (UA), suscite un intérêt diplomatique majeur.

La présidente effectue également des tournées régulières sur le continent qui l'ont amenée à visiter, en 2011 et 2013, une série de pays (Angola, Mozambique, RSA, Guinée-équatoriale, Nigéria) ou à participer à des rencontres multilatérales comme les sommets Afrique/Amérique du Sud (ASA) tenus en Guinée-équatoriale (février 2013), du BRICS organisé en RSA (mars 2013) sous le signe du rapprochement avec le continent noir ou celui de l'UA (mai 2013). Lors de ces rencontres avec les pays africains, la présidente saisit l'occasion, à l'exemple de son prédécesseur, pour tenir un discours de séduction dans l'objectif de se hisser en défenderesse des intérêts des pays du Sud et ainsi mobiliser ces derniers autour de la puissance lusophone. Le Brésil continue donc de miser sur le renforcement des relations avec l'Afrique indépendamment des changements de législature.

Asseoir la puissance brésilienne en exaltant son modèle de développement

Pour faciliter l'implantation brésilienne sur le continent africain, les décideurs déploient une stratégie de promotion de leur pays et, en particulier, de leur modèle de développement présenté comme une réussite et comme une source d'inspiration pour d'autres pays du Sud. Ce dessein doit permettre au pays d'accroître de manière consensuelle son expansion et son influence en Afrique. Le Brésil semble donc animé par l'idée que, pour construire son statut de puissance, il doit s'affirmer comme une référence en mobilisant des ressources immatérielles telles l'idéologie ou la culture. Le continent africain apparaît comme un terrain propice à ce projet dans la mesure où le Brésil compte le plus grand nombre de citoyens d'origine africaine, hors Afrique, et parce que la culture brésilienne y jouit déjà d'une certaine popularité due à l'intérêt croissant que suscite, notamment, sa musique, son football ou ses *telenovelas* (feuilletons mélo).

Pour amplifier et fortifier cet acquis, Brasilia a inauguré au Mozambique une station de télévision publique (*TV Brasil Internacional*). Celle-ci a pour vocation de diffuser des programmes brésiliens en portugais dans 49 pays africains afin d'accroître et pérenniser l'intérêt local pour le Brésil, mais aussi de présenter la puissance lusophone sous un jour favorable. En effet, les autorités brésiliennes présentent cette initiative comme un canal par lequel on peut « dire du bien du pays »¹⁴. En outre, les autorités se dotent progressivement d'instances de socialisation qui doivent inciter le développement du leadership intellectuel et moral du pays à l'extérieur. La création de l'Université fédérale de l'Intégration Luso afro-brésilienne (Unilab), financée par le gouvernement fédéral et qui a commencé à accueillir ses premiers étudiants début 2011, s'inscrit également dans cette démarche. Cette institution ainsi que les pôles installés dans les pays de la Cplp doivent contribuer à la formation des élites africaines dans des domaines où l'Afrique est demanderesse et où le Brésil est compétent, tels que le développement agricole ou l'agronomie. En outre, ces dernières années la politique d'aide au développement brésilienne s'est consolidée au profit du continent africain. À titre de comparaison, plus de 57 % de l'aide brésilienne en 2010 ont été attribués à des projets de développement en Afrique contre 37 % en Amérique latine. Cette aide, générée par l'Agence brésilienne de coopération (ABC) du ministère des Affaires étrangères, se

14. Cf. les propos tenus par Luiz Inacio Lula Da Silva dans « TV Brasil International : a cara do Brasil no exterior », *Planalto*, 24 mai 2010, [en ligne], <http://blog.planalto.gov.br> (consulté le 4 novembre 2010).

décline en plus partielle ou totales, les programmes d'éducation, la santé ou

Le Brésil est « cité »¹⁷ agit au continent africain. « dette historique » durant des siècles du Brésil à l'Unilab, acquiescence que l'intérêt de l'Unilab est culturel et économique dans la « peau » des Brésiliens. L'Afrique sont peuple brésilien.

Dès lors, les programmes étant spéciales, que, d'après B. plus poussée a contribué à la et donner une ne se privent p encensent le professeur d'o

15. La présidence Jubilé d'Or de 1 900 millions de Brazzaville, la T Bissau, la RDC ai

16. Alcides C. l'aide au développ « La politique afr mars 2009.

17. Rubem B.

18. Alexandr Africa: Another pp. 56-86.

19. Luiz Inac 29 octobre 2007.

20. Luiz Inaci - Comunidade Ec 2010, [en ligne], l

21. Luiz Inaci

décline en plusieurs mesures. Parmi celles-ci, on trouve les annulations partielle ou totale de dettes, l'octroi de nouveaux prêts¹⁵ et surtout les programmes d'assistance technique dans des domaines tels que l'agriculture, la santé ou l'énergie¹⁶.

Le Brésil espère ainsi montrer que sa dite « diplomatie de la générosité »¹⁷ agit au profit du développement d'une coopération solidaire avec le continent africain et au nom de ce que ses autorités appellent une « dette historique » envers l'Afrique pour avoir perpétué l'esclavage durant des siècles¹⁸. Dès lors, la désignation de Redenção, première ville du Brésil à avoir aboli l'esclavage en 1884, pour accueillir le siège de l'Unilab, acquiert une dimension toute symbolique. Il s'agit de montrer que l'intérêt de Brasília pour l'Afrique repose avant tout sur un fondement culturel et historique. D'où le discours officiel sur l'influence africaine dans la « culture », l'« art », la « façon d'être » et la « couleur de peau » des Brésiliens. Pour les autorités brésiliennes, leur pays et l'Afrique sont « historiquement liés »¹⁹ du fait que le « métissage du peuple brésilien » doit beaucoup à l'héritage africain²⁰.

Dès lors, les relations avec le continent africain, présentées comme étant spéciales, doivent se développer et se consolider davantage, d'autant que, d'après Brasília, l'Afrique aurait tout à gagner dans une coopération plus poussée avec le Brésil du fait qu'il « dispose de tous les atouts pour contribuer à la 'renaissance africaine' »²¹. D'ailleurs, pour s'en convaincre et donner une plus forte légitimité à leur dessein, les décideurs brésiliens ne se privent pas de s'appuyer sur les déclarations des élites africaines qui encensent le Brésil à l'instar de celles tenues par Calestous Juma – professeur d'origine kenyane dont les travaux sur le développement afri-

15. La présidente Rousseff a saisi l'occasion de sa participation aux cérémonies du Jubilé d'Or de l'Union africaine (50 ans, 25 mai 2013) pour annoncer l'annulation de 400 millions de dollars de dettes d'une douzaine de pays africains dont le Congo Brazzaville, la Tanzanie, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, la Guinée Conakry, la Guinée Bissau, la RDC ainsi que Sao Tomé et Príncipe.

16. Alcides Costa Vaz et Cristina Yumie Inoue Aoaki, « Les économies émergentes et l'aide au développement international. Le cas du Brésil », *IDRC*, 2007 ; Claudio Ribeiro, « La politique africaine du Brésil et le gouvernement Lula », *Politique africaine*, n° 113, mars 2009.

17. Rubem Barbosa, « Diplomacia da Generosidade », *O Globo*, 13 mai 2008.

18. Alexandre De Freitas Barbosa, Thais Narciso et Marina Biancalana, « Brazil in Africa: Another Emerging Power in the Continent? », *Politikon*, vol. 36, n° 1, 2009, pp. 56-86.

19. Luiz Inacio Lula Da Silva, « A aposta brasileira na África », *Valor Econômico*, 19 octobre 2007.

20. Luiz Inacio Lula Da Silva, « Discurso durante sessão de abertura da Cúpula Brasil - Comunidade Econômica dos Estados da África Ocidental (Cedeao) », *Planalto*, 3 juillet 2010, [en ligne], <http://kitplone.itamaraty.gov.br> (consulté le 4 novembre 2010).

21. Luiz Inacio Lula Da Silva, « A aposta brasileira na África », *op. cit.*

cain lui valent une réputation mondiale – qui affirme que « pour chaque problème africain, il existe une solution brésilienne »²². Pour les agents de l'*Itamaraty*, ce type d'affirmation témoigne « de l'intérêt particulier que l'Afrique porte au Brésil [...]. Le continent africain connaît des problèmes d'ordres économiques, sociaux, agricoles... que nous [Brésil] avons connus dans le passé. Grâce à notre expérience et expertise, nous pouvons aider l'Afrique à résoudre ces problèmes »²³.

Se démarquer de l'Europe et de la Chine pour mieux s'ancrer en Afrique

Ces intentions à l'égard de l'Afrique seraient d'autant plus sincères et bienveillantes que le Brésil « n'a pas de passé colonial » et partant n'est pas souillé par les « ravages du colonialisme », contrairement aux Européens présentés comme des « donneurs de leçons ». Ce discours se révèle d'autant plus efficace en Afrique que, contrairement au Brésil, l'Union européenne (UE) continue d'imposer des conditions politiques à ses rapports avec les pays africains et partant à l'aide financière qu'elle leur fournit. Une conditionnalité qui est, de plus en plus, accueillie par le continent noir comme une forme d'arrogance et d'immixtion dans les affaires intérieures des États. Le Brésil en est conscient et n'hésite pas à exploiter la faille, tout comme il cherche à dissocier son action africaine de celle de Pékin.

Le pays lusophone veut à tout prix éviter que sa ruée vers l'Afrique ne finisse par lui donner l'image qui commence à coller à la Chine d'« investisseur-prédateur » ou de nouvelle « puissance impérialiste ». La détérioration de la perception chinoise est due à un nombre croissant de reproches, adressés, à tort ou à raison, par des dirigeants africains²⁴, des

22. Cf. Celestous Juma, « The proposer's closing remarks », *The Economist*, 19 février 2010, [en ligne], <http://www.economist.com>, (consulté le 13 mars 2013).

23. Propos recueillis lors de l'entretien réalisé avec Pedro Brasil, département Afrique du ministère brésilien des Affaires étrangères, Brasilia, Brésil, 6 novembre 2012.

24. Certains leaders africains, à l'instar du président sud-africain Jacob Zuma, affirment sans ambages que « l'engagement de la Chine pour le développement de l'Afrique » se limite surtout à « s'approvisionner en matières premières » : cf. Leslie Hook, « Zuma warns on Africa's trade ties to China », *Financial Times*, 19 juillet 2012. D'autres, à l'instar de Lamido Sanusi, gouverneur de la Banque centrale nigériane, considèrent que Pékin colonise le continent noir et qu'« il est crucial pour le développement du Nigéria et du reste de l'Afrique que nous retirions les lunettes teintées de rose avec lesquelles nous regardons la Chine » : cf. Lamido Sanusi, « Africa must get real about Chinese ties », *Financial Times*, 11 mars 2013.

ONG²⁵, des organelles au premier trait à l'extractif corruption des marchés locaux, à l'exportation de l'exportation local, au paiement dans les s L'ensemble de décredibilisent d'instaurer une raison pour laquelle de redorer son image

C'est précisément éviter de devoir politique de p D'ailleurs, s'il est les décideurs et comme une puissance anticiper ou dépasser un acteur animé important pour

25. HRW, « Zuma », 20 février 2011.

26. Cf. un document négatives de la préservation Sud-Sud » ou la Chine et ses effets (Rapporteur : Ana M

27. Lors de ses sessions extérieures de de manière à peine chinois tout en indic le continent africain. « Hillary Clinton la août 2012 ; Andrew contre le néocolonialisme

28. Ursula Soa 3 novembre 2012 ; *Figaro*, 29 janvier 2013

29. Lors d'un séminaire qui a vu la participation le Brésil n'est pas au nariat » avec le cont crescimento em sen <http://www.pt.org.br>

ONG²⁵, des organisations internationales²⁶ ou des puissances traditionnelles au premier rang desquelles les États-Unis²⁷. Ces récriminations ont trait à l'extraction massive de ressources naturelles, à l'alimentation de la corruption des élites locales, au *dumping* environnemental, à l'inondation des marchés locaux par les produits chinois déifiant toute concurrence, à l'exportation de sa main-d'œuvre, à l'embauche limitée de personnel local, au paiement de salaires dérisoires, à l'absence de normes de sécurité dans les sociétés chinoises présentes sur le continent noir... L'ensemble de ces récriminations combinées aux critiques internationales décredibilisent le discours officiel chinois sur la volonté de Pékin d'instaurer une « coopération gagnant/gagnant » avec ses pairs africains, raison pour laquelle la Chine a récemment entamé une campagne en vue de redorer son image de marque en Afrique²⁸.

C'est précisément pour ne pas se retrouver dans cette situation et éviter de devoir guérir plutôt que prévenir, que le Brésil accompagne sa politique de pénétration africaine d'une campagne de séduction. D'ailleurs, s'il est bien une chose qui angoisse et irrite au plus haut point les décideurs brésiliens, c'est de voir leur pays perçu ou représenté comme une puissance « impérialiste ». Dès lors, les autorités veillent à anticiper ou démonter toute allégation qui présenterait le Brésil comme un acteur animé d'ambitions hégémoniques dans les pays du Sud²⁹. Il est important pour elles que leur pays jouisse en Afrique d'une image de

25. HRW, « Zambia: Safety Gaps Threaten Copper Miners », *Human Right Watch*, 26 février 2011.

26. Cf. un document du Parlement européen qui souligne, notamment, les implications négatives de la présence chinoise en Afrique, se demande si cette relation relève de la « coopération Sud-Sud » ou plutôt du « néocolonialisme » : Parlement européen, « Sur la politique de la Chine et ses effets sur l'Afrique », *Commission du développement du Parlement européen* (Rapporteur : Ana Maria Gomes), PR\697015FR, 21 novembre 2007, p. 11.

27. Lors de ses tournées en Afrique en tant que secrétaire d'État en charge des relations extérieures des États-Unis, Hillary Clinton a tenu des discours dans lesquels elle a, de manière à peine voilée, mis en garde l'Afrique contre le « nouveau colonialisme » chinois tout en indiquant que le modèle de partenariat que les États-Unis promeuvent avec le continent africain « ajoute de la valeur plutôt que de l'extraire » : David Smith, « Hillary Clinton launches African tour with veiled attack on China », *The Guardian*, 1er août 2012 ; Andrew Quinn et Jean-Stéphane Brosse, « Clinton met en garde l'Afrique contre le néocolonialisme chinois », *L'Express*, 11 juin 2011.

28. Ursula Soares, « La Chine travaille son image de marque en Afrique », *RFI*, 2 novembre 2012 ; Arnaud de La Grange, « Pékin peaufine son image en Afrique », *Le Figaro*, 29 janvier 2012.

29. Lors d'un séminaire organisé en mai 2012 à Rio sur les relations Brésil-Afrique, Lula a vu la participation d'officiels tant brésiliens qu'africains, Lula a tenu à souligner que le Brésil n'est pas animé par « l'hégémonie », mais par volonté de développer « un partenariat » avec le continent africain : cf. PT, « Lula elogia iniciativa africana de fomento do crescimento em seminário no Rio », Partido dos Trabalhadores, 3 mai 2012, [en ligne], <http://www.pt.org.br>, (consulté le 26 mars 2013).

partenaire aimable. C'est un atout non négligeable quand on sait que sur le plan économique et financier, le Brésil est plutôt désavantagé sur le continent par la concurrence des autres émergents et traditionnels³⁰.

Dès lors, les décideurs brésiliens qui insistent en soutenant que le « Brésil n'est pas la Chine et qu'il agit différemment », veillent à faire connaître la manière dont travaillent les Brésiliens avec les Africains. Ils se disent avant tout soucieux du « développement local »³¹ et en veulent pour preuve la démarche de certaines entreprises brésiliennes, à l'image de Vale au Mozambique, qui veilleraient avant de s'installer à évaluer l'impact environnemental et les retombées économiques probables de leur projet d'investissement pour les populations locales. Ils laissent aussi sous-entendre que, contrairement à la Chine, les entreprises brésiliennes n'exportent pas de la main-d'œuvre afin d'engager des locaux ; ce qui ferait d'elles dans certains pays les plus grands employeurs privés, comme Oderbrech en Angola. Et sachant que Pékin est souvent pointé pour malmenier la main-d'œuvre locale lorsque celle-ci réclame une meilleure situation sociale, Brasilia ne manque pas de faire valoir le caractère tout à fait respectable des conditions de travail dans lesquelles sont engagés les Africains. Le Brésil cherche également à démontrer qu'il se distingue des autres puissances extérieures en ce qui concerne les stratégies d'investissement et indique que ses compagnies, telles que Petrobras, ne viennent pas en Afrique en vue de rapatrier du pétrole mais pour y trouver de nouveaux relais de croissance au niveau continental³². Ce faisant, le discours officiel vise à présenter le Brésil comme « l'anti-Chine » et comme un ami désireux d'« aider » l'Afrique.

Les intérêts du Brésil pour l'Afrique

Ces initiatives contribuent à la confection d'une image particulière du Brésil sur la scène internationale, celle d'un acteur bienveillant. Toutefois, cette démarche est loin d'être économiquement désintéressée. La raréfaction des ressources naturelles dans certaines parties du monde où les difficultés d'accès ont eu pour effet d'accélérer la course aux

30. François Lafargue, « Le Brésil, une puissance africaine », *Afrique contemporaine*, vol. 228, n° 4, 2008, pp. 137-148.

31. Propos recueillis lors de l'entretien réalisé avec Pedro Brasil, département Afrique du ministère brésilien des Affaires étrangères, Brasilia, Brésil, 6 novembre 2012.

32. David Lewis, « In Africa, Brazil takes a different track », *Reuters: special reports*, 21 février 2011.

matières premières d'uranium ou les pays émergents de la Chine³³ matières premières

Le Brésil important pour les entreprises y investissent le rapprocher l'entremise de s'est opéré, l'Brasilia vise Les nombreux liens de mieu passage en A accompagner délégations c une augmen l'Afrique, les 2010³⁵ pour a tage la cote : charbon. À e en Afrique e réservé ses p

Les inves répartis au r Nigéria, Sénégal à l'est (Ken sent dans les (Oderbrecht, électriques (Eletrobras),

33. Sur la que celle de S.

34. Sur la C. Philip ainsi c

35. MDCE, *Desenvolvimento.gov.br*

36. Neil Fe décembre 2011 (2013).

sait que sur
ntagé sur
iels³³.
nant que le
illent à
Africain.
t en veu
s, à l'im
er à év
robables
aissent
brésili
aux ; ce
eurs pro
ivent p
éclame
re vale
is lesq
montr
me les
telles
pétrole
ontin
me

matières premières sur un continent africain qui regorge de pétrole, d'uranium ou de charbon. L'Europe, les États-Unis et, plus récemment, les pays émergents rivalisent autour de l'Afrique. Ces derniers, à l'instar de la Chine³³, de l'Inde³⁴ ou du Brésil, sont intéressés à acheter des matières premières et à vendre des produits industriels.

Le Brésil considère l'Afrique comme un débouché de plus en plus important pour ses produits d'exportation et ses services ; en outre, ses entreprises y voient dorénavant de sérieuses potentialités pour leurs investissements. Au-delà de la rhétorique officielle qui explique comment le rapprochement accéléré qu'ont connu les relations afro-brésiliennes par l'entremise des liens historiques et des similitudes ethniques et culturelles s'est opéré, l'activisme diplomatique déployé ces dernières années par Brasília vise à ouvrir les marchés africains aux entreprises brésiliennes. Les nombreuses tournées présidentielles ont permis aux industriels brésiliens de mieux s'implanter sur le continent. Dès lors, à chaque nouveau passage en Afrique, la présidence brésilienne prend l'habitude de se faire accompagner de ministres et secrétaires d'État ainsi que d'importantes délégations d'hommes d'affaires. Il résulte de ce volontarisme politique une augmentation exponentielle des relations commerciales avec l'Afrique, les faisant passer de 3,5 en 2003 à 18,5 milliards d'euros en 2010³⁵ pour atteindre les 21 milliards en 2012³⁶. Certains pays ont davantage la cote : le Nigéria et l'Angola pour leur pétrole ; la RSA pour son charbon. À eux trois, ils représentent 48 % des exportations brésiliennes en Afrique et il n'est donc guère surprenant que madame Rousseff ait réservé ses premières visites du continent noir à ces trois pays.

Les investissements brésiliens en Afrique ont également crû et se sont répartis au nord (Algérie, Maroc), à l'ouest (Angola, Ghana, Gabon, Nigéria, Sénégal, Namibie), au sud (RSA et Mozambique) et, depuis peu, à l'est (Kenya, Éthiopie). Les grandes entreprises brésiliennes investissent dans les mines (Vale do Rio), dans la construction et l'infrastructure (Oderbrecht, Andrade Gutierrez, Camargo Correa), dans les centrales électriques (Furnas), dans l'aéronautique (Embraer), l'électricité (Eletrobras), le pétrole (Petrobras) ou l'agriculture (Embrapa). Certaines

33. Sur la pénétration chinoise en Afrique voir la contribution de F. Lafargue ainsi que celle de S. Wintgens et B. Kabamba dans le présent ouvrage.

34. Sur la pénétration indienne en Afrique voir la contribution de O. Dupont et C. Philip ainsi que celle de P. Jain dans le présent ouvrage.

35. MDCE, « Balança comercial Brasileira : dados consolidados », *Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior*, 2010, [en ligne], <http://www.desenvolvimento.gov.br>, (consulté le 15 novembre 2010).

36. Neil Ford, « Brazil Throws Its Hat Into African Ring », *African Business*, 10 décembre 2012, [en ligne], <http://africanbusinessmagazine.com>, (consulté le 26 mars 2013).

d'entre elles, à l'image d'Oderbrecht, se présentent sous la forme de conglomerats qui investissent dans plusieurs secteurs (pétrole, gaz, biocarburants, chimie, ingénierie, construction, immobilier) et pays à la fois (RDC, Congo-Brazzaville, Djibouti, Gabon).

Deux secteurs retiennent plus particulièrement l'attention des autorités brésiliennes : l'agriculture et les biocarburants. En tant que puissance agricole majeure et grand producteur/exportateur d'éthanol dans le monde, le Brésil est convaincu de détenir le savoir-faire qui permettra à l'Afrique d'assurer sa « révolution verte », et partant sa sécurité alimentaire et énergétique. Dès lors, des agriculteurs africains sont régulièrement accueillis au Brésil pour suivre des formations qui leur permettront d'acquérir les techniques brésiliennes en matière d'exploitation des ressources agricoles. Par ailleurs, Brasilia a ouvert en 2007 une antenne d'Embrapa – entreprise publique réalisant de la recherche dans le secteur agricole – au Ghana, c'est-à-dire un pays qui connaît une des plus fortes croissances économiques du continent³⁷. En se dotant d'un siège dans un pays africain, les autorités brésiliennes espèrent couvrir tout le continent. L'entreprise a déjà scellé une série de contrats de formation, d'assistance technique et de conseil dans le secteur agricole ou des biocarburants avec une vingtaine de pays africains. En réalité, le Brésil a tout intérêt à exporter son savoir-faire dans ces domaines étant donné que l'Afrique présente un potentiel de croissance considérable pour ses exportations d'éthanol. Le Nigéria, le Ghana et l'Angola constituent les premières destinations pour les biocarburants du pays. En outre, des entreprises brésiliennes sont engagées dans l'exploitation pétrolifère et dans le développement des infrastructures de ces pays. D'ailleurs, l'entreprise publique Embrapa travaille en étroite collaboration avec Petrobras et Oderbrecht pour promouvoir l'exploitation des biocarburants en Afrique³⁸.

L'objectif principal de cette « diplomatie des biocarburants » réside pour le Brésil dans sa volonté particulière de faire de l'éthanol, produit à partir de la culture de la canne à sucre, un bien commercialisé à l'échelle mondiale. Dès lors, pour créer un marché international, les entreprises et les autorités brésiliennes n'hésitent pas à promouvoir l'expansion de l'industrie de la canne à sucre dans les pays du Sud, et plus particulièrement en Afrique. En augmentant le nombre de pays producteurs, le Brésil

37. Au cours des dix dernières années, le Ghana a connu un taux de croissance moyen d'environ 8 % : AEO, « Ghana », *African Economic Outlook*, [en ligne], <http://www.africaneconomicoutlook>, (consulté le 13 mars 2013).

38. Simon Freemantle et Jeremy Stevens, « Brazil weds itself to Africa's latent agricultural potential », *Standard Bank*, 1er février 2010 ; Alexandre De Freitas Barbosa, Thais Narciso et Marina Biancalana, « Brazil in Africa », *op. cit.*, pp. 56-86.

espère que l'offre ainsi le consommateur brésiliens acquièrent terres en Afrique ; notamment le cas liennes le droit d'Portugal. L'entrep sucrière brésilier Mozambique afir d'éthanol.

L'intérêt marq tions brésiliennes rité des Nations u matie tant pour de considère que le C Brasilia compte c dossier, elle est é l'instar de l'Arger concrétisation de l'équilibre politiq permanent pour l' pays de la région. est représentée p Brésil de se prése pays les plus fai' Brésil, lié à son technique, à sa prêts doivent ser siège permanent dans le sens où tions brésilien commence à fair

39. Sérgio Chictious agricultural Economics, 5 févrie

espère que l'offre d'éthanol de canne deviendra plus stable, satisfaisant ainsi le consommateur. Par ailleurs, certains grands exploitants agricoles brésiliens acquièrent le droit d'exploiter plusieurs millions d'hectares de terres en Afrique afin de cultiver du soja, du coton ou du maïs. C'est notamment le cas au Mozambique qui a octroyé aux entreprises brésiliennes le droit d'exploiter l'équivalent de deux tiers la superficie du Portugal. L'entreprise Petrobras – en collaboration avec la compagnie sucrière brésilienne Guarani – investit d'ailleurs massivement au Mozambique afin de produire du sucre et créer sa première usine d'éthanol.

L'intérêt marqué pour l'Afrique, s'explique également par les ambitions brésiliennes d'obtention d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies (Csnu). Le Brésil en fait une priorité de sa diplomatie tant pour des raisons de prestige que de principe dans le sens où il considère que le Csnu ne reflète pas les rapports de force du XXI^e siècle. Brasilia compte donc sur un appui de l'Afrique, d'autant que, sur ce dossier, elle est désavouée par ses partenaires latino-américains qui à l'instar de l'Argentine, du Mexique ou du Venezuela, considèrent que la concrétisation des prétentions brésiliennes aurait pour effet de casser l'équilibre politique de la région et défendent, plutôt, l'idée d'un siège permanent pour l'Amérique latine selon un système de rotation entre les pays de la région. L'Afrique est importante en termes de voix puisqu'elle est représentée par quelque 54 membres à l'Onu. D'où la volonté du Brésil de se présenter comme « le *leader* du Sud » et le porte-parole des pays les plus faibles, et en particulier ceux d'Afrique. Ce discours du Brésil, lié à son activisme diplomatique, à ses programmes d'assistance technique, à sa politique d'annulation de la dette et à l'octroi de nouveaux prêts doivent servir à obtenir de nouveaux soutiens dans sa quête d'un siège permanent au Csnu. Cette stratégie commence à porter ses fruits dans le sens où les acteurs africains se montrent sensibles aux incantations brésiliennes, même si la diplomatie économique du Brésil commence à faire l'objet de critiques, notamment, au Mozambique³⁹.

39. Sérgio Chichava, « Africa and Brazil: Controversy surrounds Brazil's most ambitious agricultural project to date in Mozambique », *Africa at London School of Economics*, 5 février 2014.

Un maillage institutionnel multilatéral pour pérenniser sa présence en Afrique

Pour encadrer ses relations avec l'Afrique et y consolider sa présence, le Brésil développe un maillage institutionnel dense. Tout d'abord, il tisse des liens avec les pays lusophones d'Afrique qui constituent le point d'ancrage traditionnel, voire la sphère d'influence naturelle de Brasilia. Le Brésil a beaucoup œuvré pour la création de la Cplp qui a pour mission d'adopter des positions communes sur des sujets de politique internationale ainsi que de développer et consolider la coopération militaire. Ces dernières années, les autorités brésiliennes, animées par une forte volonté de diversification des relations extérieures et par une aussi forte velléité de tirer un maximum d'avantages politique et économique de la relation Sud/Sud, ont fait le choix de ne pas limiter les relations institutionnelles aux seuls États lusophones. Dès lors, le Brésil a noué des relations avec toute une série d'instances régionales qu'il s'emploie à valoriser, telles que la Cedeao – de qui il a obtenu le soutien de principe à ses prétentions au Csnu – le Nepad ou l'UA⁴⁰.

Le Brésil s'emploie également à associer son voisinage direct à certaines relations qu'il entretient avec l'Afrique afin de se positionner comme point d'injonction entre les deux rives de l'Atlantique. C'est notamment le cas pour ce qui est des questions sécuritaires. Le Brésil considère l'Atlantique Sud comme une zone de grande importance stratégique, d'autant que ces dernières années, de gigantesques gisements pétrolifères ont été découverts à quelques encablures de ses côtes. Il s'agit pour lui d'œuvrer collectivement afin de préserver autant que faire se peut cet espace, qu'il qualifie d'« Amazone bleue », du commerce des armes, de la piraterie maritime et du trafic en tout genre. Pour ce faire, Brasilia a récemment ravivé la Zopacas et encouragé une coopération navale dans l'Atlantique Sud entre la RSA et certains pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay).

Le Brésil tient également à jouer, avec la RSA, un rôle d'interface entre le Mercosur et la Sacu pour les questions relevant du commerce interrégional. Ainsi, des avancées ont été accomplies en faveur d'un accord de libre-commerce entre les deux intégrations régionales suite à la signature, en 2004, d'un accord cadre. Dans cette coopération Sud/Sud que développe Brasilia, la RSA apparaît comme un interlocuteur et parte-

40. Lyal White, « South Atlantic Relations: From Bilateral Trade Relations to Multilateral Coalition Building », *Cambridge Review of International Affairs*, n° 17, 3 octobre 2004, pp. 523-537.

naire privi
forum IBS

Pour d
multilatér
société int
autorités b
de chefs d
Depuis 20
des questi
l'agenda r
celle des s
Csnu.

Conclusio

Le rete
sante du
commerci
ment et le
sympathie
économiq
geuse pou
tégiques t
rallier des
première
multiplica
ce contine
tion actue
délaié p
les puissa
gentes ».
elle contri

41. Lire

naire privilégié comme le montrent les relations tissées dans le cadre du forum IBSA (Inde, Brésil, Afrique du Sud)⁴¹.

Pour donner une visibilité à leurs actions bilatérales, interrégionales et multilatérales menées dans l'espace de l'Atlantique et démontrer à la société internationale leurs capacités à convoquer le monde extérieur, les autorités brésiliennes ont pris l'initiative de couronner le tout de sommets de chefs d'État et de gouvernement d'Amérique du Sud – Afrique (Asa). Depuis 2006, trois rencontres Asa ont eu lieu et, à l'occasion de celles-ci, des questions de première importance pour le Brésil et directement liées à l'agenda multilatéral de l'OMC et de l'Onu ont été traitées : en particulier celle des subsides des pays riches à l'agriculture ou celle de la réforme du Csmu.

Conclusion

Le retour en force du Brésil en Afrique témoigne de l'affirmation croissante du pays sur la scène internationale. La diplomatie économique, commerciale et institutionnelle ainsi que la politique d'aide au développement et le discours officiel normatif contribuent à accroître le « capital sympathie » du Brésil sur le continent africain, à multiplier les débouchés économiques et commerciaux du pays, à acquérir une place plus avantageuse pour les investisseurs brésiliens dans des secteurs économiques stratégiques tels que l'énergie ou l'agriculture. Elles permettent aussi de se rallier des appuis politiques par rapport à des dossiers internationaux de première importance pour Brasilia. L'Afrique devient ainsi un espace multiplicateur de puissance pour le Brésil et cet intérêt grandissant porté à ce continent nous éclaire aussi sur une réalité africaine nouvelle et l'évolution actuelle des relations internationales. Le continent africain, longtemps délaissé par la mondialisation, se voit dorénavant courtoisé aussi bien par les puissances industrielles traditionnelles que par les « puissances émergentes ». L'arrivée des ces dernières en Afrique et leur expansion graduelle contribuent au décentrage progressif du pouvoir mondial.

41. Lire à ce propos la contribution de G. Fontaine dans le présent ouvrage.

Bibliographie

- AEO, « Ghana », *African Economic Outlook*, [en ligne], <http://www.africaneconomicoutlook> (consulté le 13 mars 2013).
- BARBOSA, Rubem, « Diplomacia da Generosidade », *O Globo*, 13 mai 2008.
- CHICHAVA Sérgio, « Africa and Brazil: Controversy surrounds Brazil's most Ambitious Agricultural Project to date in Mozambique », *Africa at London School of Economics*, 5 février 2014.
- COSTA VAZ, Alcides, et Cristina Yumie Inoue AOAKI, « Les économies émergentes et l'aide au développement international. Le cas du Brésil », *IDRC*, 2007.
- DA SILVA, Luiz Inacio Lula, « A aposta brasileira na África », *Valor Econômico*, 29 octobre 2007.
- , « Discurso durante sessão de abertura da Cúpula Brasil – Comunidade Econômica dos Estados da África Ocidental (Cedeao) », *Planalto*, 3 juillet 2010, [en ligne], <http://kitplone.itamaraty.gov.br>, (consulté le 4 novembre 2010).
- , « La política exterior del nuevo gobierno brasileño », *Foreign Affairs en Español*, vol. 3, n°1, janvier-mars 2003, pp. 185-187.
- , « TV Brasil International : a cara do Brasil no exterior », *Planalto*, 24 mai 2010, [en ligne], <http://blog.planalto.gov.br>, (consulté le 4 novembre 2010).
- , *Mensagem ao Congresso Nacional 2003. Na Abertura da 1ª Sessão Legislativa Ordinária da 52ª Legislatura*, Brasília, 2003, 254 pages.
- DE FREITAS BARBOSA, Alexandre, Thais Narciso et Marina Biancalana, « Brazil in Africa: Another Emerging Power in the Continent? », *Politikon*, vol. 36, n°1, 2009, pp. 56-86.
- DE GRANDSAIGNE, Jean, « La politique extérieure du Brésil en Afrique noire : essai de synthèse », *Tiers-Monde*, vol. 30, n° 117, 1989, pp. 203-213.
- FORD, Neil, « Brazil Throws Its Hat Into African Ring », *African Business*, 10 décembre 2012, [en ligne], <http://africanbusinessmagazine.com>, (consulté le 26 mars 2013).
- FREEMANTLE, Simon et Jeremy STEVENS, « Brazil weds itself to Africa's latent agricultural potential », *Standard Bank*, 1^{er} février 2010.
- HOOK, Leslie, « Zuma warns on Africa's trade ties to China », *Financial Times*, 19 juillet 2012.
- JUMA, Celestous, « The proposer's closing remarks », *The Economist*, 19 février 2010, [en ligne], <http://www.economist.com>, (consulté le 13 mars 2013).

DE LA GE
Figarc
LAFARGU
conten
LECHINI, (of Bra
Africa
Social
and Le
MDCE, .
Minies
[en lig
2010).
Parlemer
l'Afric
(Rapp
14 p.
PEIXOTO,
et str
pp. 25
PT, « Lu
semir
<http://>
RIBEIRO,
Lula »
SANTAND
sance
Id., L
laire ?
—, « .
Profil
Econc
—, «
caine,
SMITH, D
on Ch
SOARES,
RFI, 2

- DE LA GRANGE, Amaud, « Pékin peaufine son image en Afrique », *Le Figaro*, 29 janvier 2012.
- LAFARGUE, François, « Le Brésil, une puissance africaine », *Afrique contemporaine*, vol. 228, n° 4, 2008, pp. 137-148.
- LECHINI, Gladys, « Is South-South Co-operation still Possible? The Case of Brazil's Strategy and Argentina's Impulses Towards the New South Africa and Africa », dans Atilio Boron et Gladys Lechini, *Politics and Social Movements in an Hegemonic World: Lessons from Africa, Asia and Latin America*, Buenos Aires, CLASCO, 2005, pp. 319-346.
- MDCE, « Balança comercial Brasileira : dados consolidados », *Ministério do Desenvolvimento, Indústria e Comércio Exterior*, 2010, [en ligne], <http://www.desenvolvimento.gov.br>, (consulté le 15 novembre 2010).
- Parlement européen, « Sur la politique de la Chine et ses effets sur l'Afrique », *Commission du développement du Parlement européen* (Rapporteur : Ana Maria Gomes), PR\697015FR, 21 novembre 2007, 14 p.
- PEIXOTO, Antonio Carlos, « Le Brésil et l'Afrique : solidarités culturelles et stratégie commerciale », *Politique africaine*, n° 10, juin 1983, pp. 25-38.
- PT, « Lula elogia iniciativa africana de fomento do crescimento em seminário no Rio », *Partido dos Trabalhadores*, 3 mai 2012, <http://www.pt.org.br>, (consulté le 26 mars 2013).
- RIBEIRO, Claudio, « La politique africaine du Brésil et le gouvernement Lula », *Politique africaine*, n° 113, mars 2009.
- SANTANDER, Sebastian, « Le Brésil et ses aspirations au statut de puissance : autoperception, capacités, reconnaissance internationale » dans *Id., L'émergence de nouvelles puissances : vers un système multipolaire ?* Paris, Ellipses, 2009, pp. 51-88.
- , « Africa and Brazil: Brazil's African Strategy is a Quest for Power, Profit and Sharing Knowledge », *Africa at London School of Economics*, février 2014.
- , « Le Brésil en Afrique : enjeux stratégiques », *Géopolitique africaine*, n° 45, 2012, pp. 37-44.
- SMITH, David, « Hillary Clinton launches African tour with veiled attack on China », *The Guardian*, 1^{er} août 2012.
- SOARES, Ursula, « La Chine travaille son image de marque en Afrique », *RFI*, 3 novembre 2012.